

# AMÉRIQUE LATINE : LES ÉTATS FACE AUX VIOLENCES

Jeudi 26 septembre, 16h30-18h, Auditorium



David Gamboa, Pascal Drouhaud, Elisabeth Beton-Delègue et Mario Otero

Continent de paradoxe et de contraste, l'Amérique latine est marquée par une extraordinaire diversité, forte de ses 23 millions de km<sup>2</sup> et ses 33 pays peuplés par 600 millions d'habitants. Mais les points de fracture sont nombreux et ont pour conséquence une violence extrême qui ne cesse de gangréner son essor.

Dans la lutte contre cette violence à multiples visages (démographique, sociale, politique et économique), tous les yeux sont tournés désormais vers le Salvador, pays dévasté par une guerre civile de 12 ans entre 1980 et 1992, mais qui, sous l'impulsion de son nouveau

président Nayib Bukele, élu en 2019, semble se dessiner un avenir plus prospère. Son vice-président, Félix Ulloa, s'est d'ailleurs vanté, via un message vidéo, du bilan positif de son gouvernement, faisant aujourd'hui du Salvador « le pays le plus sûr d'Amérique latine » alors que le taux d'homicides en 2015 y était le plus élevé du monde. Mais alors, comment ces résultats ont-ils été obtenus contre les Maras, ces gangs locaux dont les membres sont souvent originaires de communautés salvadoriennes en Californie ? Mario Otero, représentant spécial du vice-président de la République du Salvador, explique : « Il y a eu un narratif négatif au début de notre mandat en 2019, car il était sans doute difficile de comprendre qu'un petit pays comme le nôtre avait pris les rênes d'une nouvelle politique en matière d'insécurité et qui s'est révélée avec succès ». Il rappelle ainsi que son pays avait perdu 30 ans de gouvernance après la guerre civile. « Avec Bukele, la période post-guerre s'est achevée, mais nous avons un obstacle les deux premières années : un parlement hostile. Nous avons finalement réussi à engager une série de réformes législa-

## ANIMATION

**Pascal Drouhaud**, Président fondateur de l'Association LATFRAN (Amérique latine-France)

## INTERVENANTS

**Elisabeth Beton-Delègue**, Diplomate, ancienne Ambassadrice de France au Saint Siège, en Haïti, au Mexique et au Chili

**David Gamboa**, Politologue et consultant politique

**Mario Otero**, Représentant spécial du vice-président de la République du Salvador

tives. » Selon lui, deux conditions permettent la construction d'un État social : un leadership et une convergence de forces pour mener à bien la politique définie. Ayant réglé le problème de l'insécurité, le Salvador veut désormais se tourner vers l'économie. L'expansion de la ville El Tunco, aussi appelée Surf City, illustre à elle seule cette nouvelle attractivité touristique souhaitée par le gouvernement.

**« L'Amérique latine compte les trois principaux producteurs de coca, avec un voisin consommateur frénétique, les États-Unis »**

Élisabeth Beton-Delègue

Le cas du Salvador, malheureusement, est trop isolé pour imaginer une amélioration de la sécurité à l'échelle du continent, considéré comme le plus violent de la planète. Constituée de 9 % de la population mondiale, l'Amérique latine comptabilise 37 % du total des homicides commis à travers le monde. Les gangs ne sont pas les seuls facteurs de violence dans ce continent presque intégralement acquis à la démocratie, hormis le Nicaragua, Cuba et le Venezuela. Elisabeth Beton-Delègue, diplomate et ex-ambassadrice en poste au Chili et au Mexique, rappelle que le problème est aussi territorial. Car si la population d'Amérique latine est presque équivalente à celle de l'Europe (600 millions contre 500 millions), en termes de superficie, l'Union européenne ne compte que 4,2 millions de km<sup>2</sup>, quand l'Amérique latine s'étend sur 19,2 millions de km<sup>2</sup>. Une différence colossale à la conséquence suivante, selon elle : « La gestion de cet espace renvoie à tous les problèmes de contrôle du territoire ».



Elisabeth Beton-Delègue

Paradoxalement, l'Amérique latine fait rarement parler d'elle à l'échelle internationale. Elle n'est pas sous les feux d'une actualité incandescente, ni une menace pour la paix. La région est dénucléarisée depuis la ratification du traité de Tlatelolco en 1967. Elle est présente avant tout dans l'actualité parce qu'elle est la plaque tournante du trafic de drogue international. « C'est la malédiction de l'Amérique latine, qui compte les trois principaux producteurs de coca, avec un voisin consommateur frénétique, les États-Unis », explique Elisabeth Beton-Delègue, citant les mots de l'ancien président du Mexique, Porfirio Diaz : « Pauvre Mexique, si loin de Dieu et si proche des États-Unis ». L'essor considérable de la consommation de drogue n'arrange pas les choses, avec 300 millions de consommateurs en 2023. Ses ports ouverts sur le Pacifique et l'Atlantique et l'étendue de ses territoires, où l'on voit des régions entièrement vides et abandonnées, favorisent cette économie souterraine. Mais alors que sévissaient autrefois de grands cartels avec à leur tête des noms célèbres comme Pablo Escobar ou El Chapo, de petits groupuscules ont aujourd'hui pris leur place et élargi leurs activités à l'extorsion de fonds, le trafic d'armes, les enlèvements et l'exploitation de routes d'immigration.



« L'économie de la drogue s'épanouit dans la mondialisation avec des revenus si importants qu'elle permet des moyens de corruption à grande échelle », ajoute Elisabeth Beton-Delègue.

## **« En Amérique latine, il y a des groupes criminels plus important que l'État »**

David Gamboa

Cette corruption à grande échelle, l'Équateur en a fait les frais tout récemment. Los Lobos, gang spécialisé dans le trafic de drogue et l'assassinat, a été reconnu coupable du meurtre du candidat à l'élection présidentielle Fernando Villavicencio en août 2023, figure de la lutte contre la corruption. Selon David Gamboa, chercheur à Sciences Po Paris, ces paradoxes d'un continent sans conflits entre États, relèvent d'un « réalisme magique », selon la formule empruntée à l'écrivain Gabriel Garcia Marquez. « En Amérique latine, il y a des groupes criminels qui possèdent un poids plus important que l'État. Il est donc impossible de calquer des solutions qui fonctionnent ici en Europe. »

Mais cette réalité masque aussi tous les aspects positifs de ce continent et de son immense créativité artistique. À ce titre, Haïti, surnommé « pays des écrivains », fait figure d'exception tant la littérature et la poésie y occupent une place importante. Elisabeth Beton-Delègue y a été ambassadrice de France entre 2015 et 2018. Elle connaît bien ce pays, frappé à répétition par des catastrophes naturelles dévastatrices. Le séisme de 2010 a causé la mort de plus de 280 000 personnes. La résistance extraordinaire de sa population, « qui vit dans le dénuement total, totalement abandonnée par ses institutions » l'a marquée. En 2021, l'assassinat de son président en place, Jovenel Moïse, ouvre une crise politique qui s'aggrave en janvier 2024 avec la fin de mandat des élus. Incapable d'organiser des élections, le pays ne compte plus aucun représentant élu au niveau national. Cette absence provoque l'émergence de gangs. « Cela n'étant pas une conséquence de la narco criminalité, explique Elisabeth Beton-Delègue, mais d'une décomposition de l'intérieur. » En Haïti comme ailleurs en Amérique latine, la fragilité des institutions en place n'a pas résisté à la succession de crises. Cette situation pourrait se reproduire ailleurs où d'autres problèmes émergent.

Pour conclure, l'ère d'oppositions frontales entre gangs puissants et États, avec des mobilisations massives des armées nationales, est bien révolue. Désormais, les interlocuteurs sont nombreux et le pouvoir du narcotrafic

s'est divisé, sans leader affiché, profitant de réseaux invisibles. Les pays d'Amérique latine devront, outre un renforcement de leurs collaborations, trouver des solutions localisées et ciblées s'ils veulent lutter efficacement contre ce mal qui la ronge.



Retrouvez  
l'intégralité  
de ce débat  
sur YouTube